



Le ministre la communication, porte-parole du gouvernement, René Emmanuel SADI, a donné un point de presse hier mardi 18 février suite à ce qu'on a qualifié de « massacre de Ngarbuh »

237actu.com vous propose l'intégralité de cette communication

Allégations mensongères contre les forces de défense et de sécurité

Mesdames, Messieurs ;

Les Forces Nationales de Défense et de Sécurité viennent une fois de plus de faire l'objet d'affabulations et d'allégations mensongères, dans la lutte qu'elles mènent pour un retour à la vie normale dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest de notre pays.

En effet, des images d'une cruauté insoutenable ont circulé en boucle dans les médias sociaux, le samedi, 15 février 2020, laissant entrevoir des corps calcinés, tout en indiquant qu'il ne s'agissait là que d'un reflet « du massacre des populations, perpétré la veille, au village Ngarbuh », Arrondissement de Ndu, Département du Donga-Mantung, dans la Région du Nord-Ouest.

Sans la moindre investigation préalable, ni quelque recoupement des données factuelles que ce soit, plusieurs activistes politiques, détracteurs invétérés, se présentant sous des étiquettes de « spécialistes des droits de l'Homme », de « leaders ou de porte-parole de partis politiques », ont immédiatement investi des médias nationaux et internationaux, pour imputer la responsabilité des conséquences de cet incident aux Forces Nationales de Défense et de Sécurité, par des déclarations intempestives et infondées.

Au demeurant, le Ministre Délégué à la Présidence chargé de la Défense, dans un communiqué de presse en date du 17 février 2020, a formellement démenti ces allégations outrancières et mensongères et restitué les faits, tels qu'ils ressortent d'un recoupement entrepris avec promptitude et diligence par les services spécialisés.

Il n'y a pas eu vingt-deux villageois, dont quatorze enfants, tués par les Forces Camerounaises de Défense et de Sécurité à Ngarbuh. Car, il s'agit des vies humaines, celles des compatriotes en proie aux menaces quotidiennes de bandes armées sans foi ni loi, et que nos Forces de Défense présentes dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ont pour mission essentielle de sécuriser et de protéger.

Le Gouvernement, par ma voix, et à la suite de ce démenti, entend apporter les précisions suivantes relatives à cette situation. Depuis de longs mois en effet, les Forces Nationales de Défense et de Sécurité ont réussi à prendre le contrôle et à sécuriser le nœud routier de Ntumbaw, voie de passage de tous les trafics illicites qui inondent le Département du Bui, dans la Région du Nord-Ouest, notamment les villes d'arrondissement que sont, Elak, Oku, Jakiri, Kumbo, Mbiame, Nkum et Nkor. C'est ainsi que les bandes armées qui sévissaient dans cette zone, semant la terreur et la désolation auprès des populations, ont trouvé refuge dans un hameau périphérique dénommé Ngarbuh, pour y installer leur base arrière, et réorganiser le racket des usagers, tout en perpétrant des exactions innommables sur l'axe menant à Ntumbaw.

Alertées par les populations, les Forces de Défense et de Sécurité se sont alors déployées à Ngarbuh, en opération de reconnaissance, le samedi, 15 février 2020. Dans le vif de l'action, et non loin du repère choisi par les rebelles sécessionnistes comme espace logistique de stockage des marchandises illicites, d'armements et de munitions de divers calibres, ainsi que des produits frelatés de contre bande, des stupéfiants et des amulettes, les éléments de nos Forces de Défense ont été violemment pris à partie par un groupe d'individus lourdement armés.

Faisant face avec vigueur et professionnalisme, les forces légales composées de six éléments d'élite, ont su riposter énergiquement, en neutralisant sept assaillants et mettant en déroute d'autres individus du groupe des sécessionnistes armés.

Au cours des accrochages qui ont eu lieu, un incendie s'est déclaré dans un refuge fortifié qui contenait des explosifs et des produits inflammables stockés par les rebelles armés. Il s'en est suivi des explosions, puis des langues de feu qui se sont propagées jusqu'aux habitations voisines. Comme cela a été indiqué dans le communiqué du Ministre Délégué à la Présidence chargé de la Défense, le bilan de cet incident, après recoupement, fait état de cinq morts, une femme et quatre enfants. En regrettant profondément cet incident malheureux, dans une région où l'armée camerounaise s'emploie sans relâche et sans compter à ramener la paix et la

sécurité, Je veux ici transmettre aux populations, et particulièrement aux familles éprouvées, les sincères condoléances du **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**, Son Excellence Paul BIYA, ainsi que le réconfort du Gouvernement.

En tout état de cause, et sur les Très Hautes Directives du **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**, une enquête a immédiatement été ouverte, en vue des clarifications approfondies de tous les aspects liés à cet incident. Au-delà des stigmatisations et des calomnies injustifiées dirigées contre nos Forces de Défense et de Sécurité, il convient de relever pour les magnifier, les vertus remarquables qui distinguent notre armée ; une armée d'élite, forte, crédible, professionnelle et mature, dont l'activité au quotidien repose sur les sacro-saints principes du respect des institutions républicaines et de la défense de la Nation, avec honneur et fidélité. C'est le lieu de préciser que dans leur mission à la fois légale et légitime, et au prix de sacrifices incommensurables, nos Forces de Défense et de Sécurité, s'attellent à anéantir avec toute la mesure prescrite par le Haut Commandement, et dans le strict respect des principes fondamentaux du Droit Humanitaire axés sur la protection des personnes vulnérables (femmes, enfants, vieillards et handicapés), la terreur, l'horreur et l'abomination, pour tout dire, la dynamique macabre instaurée dans les régions du Nord-Ouest et du sud-Ouest, par les bandes armées sécessionnistes.

Il faut dire également que dans l'accomplissement de leur mission régalienne, les Forces Camerounaises de Défense et de Sécurité sont appelées à poursuivre les groupes armés dans leurs retranchements, situés à la fois dans les forêts et quelquefois dans les habitations des populations. Il convient de signaler par ailleurs, que dans leurs entreprises criminelles dirigées contre les populations non acquises à leur cause, et contre nos Forces de Défense et de Sécurité, les bandes armées utilisent des techniques de couverture visant à semer la confusion à la fois parmi ces populations et dans l'opinion, en arborant des treillis militaires, pour faire incriminer les Forces Armées Camerounaises. Or, comment penser un seul instant qu'une armée aussi disciplinée et aussi citoyenne que la nôtre, puisse perpétrer des actes de pillage des biens civils et des massacres des populations dont elle a vocation à assurer la protection et la sécurité ?

En aucun cas, nos Forces de Défense et de Sécurité n'ont entrepris délibérément de perpétrer des exactions de quelque nature que ce soit, contre des populations civiles au service desquelles elles sont commises. Le Gouvernement s'inscrit donc en faux contre les accusations fantaisistes et gratuites, portées par des activistes politiques, par les commanditaires des bandes armées sécessionnistes, par des Organisations Non Gouvernementales ainsi que par certains médias nationaux et internationaux, contre nos Forces de Défense et de Sécurité.

De même, il y a lieu de s'étonner de la crédulité de ces différents acteurs qui accordent du crédit à des allégations fallacieuses tirées de sources quelconque et dépourvues de toute fiabilité, au point d'en faire hâtivement des certitudes et des vérités établies, toutes choses qui traduisent leur mauvaise foi et leur état d'esprit voués en permanence à l'instrumentalisation et à la manipulation de l'opinion.

Le Gouvernement camerounais dénonce avec la dernière énergie, toutes ces manœuvres dont la finalité est de nuire à l'image du Cameroun, et de jeter systématiquement l'anathème sur

nos institutions et notre armée, au moment même où viennent de se dérouler avec succès, transparence et équité sur l'ensemble du territoire national, les opérations de vote relatives au double scrutin législatif et municipal du 9 février 2020. C'est pourquoi, le Gouvernement en appelle à la responsabilité et à la solidarité de tous les pays amis qui continuent d'héberger les commanditaires de ces actes de violence et de barbarie dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, lesquels répandent sans cesse des contre-vérités sur la situation réelle dans les Régions concernées, et sur l'ensemble du territoire national.

Le Gouvernement camerounais en appelle particulièrement à la vigilance de la communauté internationale, au regard du flux des fausses informations diffusées de façon pernicieuse à travers les mass médias classiques et cybernétiques, dans le but de nuire au Cameroun.

Enfin, s'agissant principalement de la crise dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, force est de constater une amélioration progressive de la situation, grâce à la prise en compte et à la mise en œuvre rapide par le CHEF DE L'ETAT, des recommandations issues du Grand Dialogue National, avec notamment à la clé, l'accélération du processus de décentralisation et l'octroi d'un statut particulier à ces deux Régions.

En outre, fidèle à sa volonté de paix, le PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE vient une fois de plus de lancer un appel pressant à ses jeunes compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui « se sont laissés enrôler dans des bandes armées et qui continuent d'entretenir un climat d'insécurité dans ces deux Régions, à déposer les armes, à l'exemple de ceux, nombreux, qui l'ont déjà fait et qui vivent tranquillement au sein des communautés(...)»

Il va sans dire que l'engagement et l'implication effectifs de ces filles et fils repentis du Nord-Ouest et du Sud-Ouest seront déterminants dans le processus de rétablissement de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale, dans lesdites Régions, et partant, sur l'ensemble du territoire national.

De l'avis général, les efforts entrepris et les mesures prises par le CHEF DE L'ETAT, ont été accueillis et salués par tous nos concitoyens et par nos partenaires de bonne volonté et de bonne foi. Les signes sont perceptibles et les faits visibles qui incitent chaque jour, un peu plus, à l'optimisme. Aussi, le Gouvernement par ma voix, lance-t-il un vibrant appel à tous, afin que tout soit mis en œuvre, non pour attiser les tensions comme le font certains, mais pour soutenir sans réserve, tout ce qui peut concourir au retour à la paix, à la vie normale et à la consolidation du vivre ensemble dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Je vous remercie de votre aimable attention./.

Réné SADI